



# Urgence salaires



Alors que les actionnaires des grandes entreprises font des profits records, le gouvernement Macron refuse de répartir équitablement la richesse produite dans les entreprises entre ceux qui apportent le travail et ceux qui apportent le capital. En 2021 70 milliards ont été versés aux actionnaires des entreprises françaises, soit + 11% en un an, tandis que les salariés, retraités et étudiants doivent se contenter de miettes face à une inflation qui atteint les 6% et pourrait bien dépasser 8% d'ici la fin de l'année 2022, ce gouvernement ne consent qu'à des revalorisations de 4% des pensions de retraite et des prestations sociales, et de 3.5% de la valeur du point d'indice dans la fonction publique. En d'autres termes, il fait délibérément porter sur les salarié-es du privé et du public, sur les retraité-es et les plus précaires les effets des crises économiques énergétiques et climatiques en cours.

**Tout augmente, sauf nos salaires, nos retraites, nos minima sociaux !**

La CGT, la FSU et Solidaires refusent qu'un nouveau pas soit franchi vers la paupérisation généralisée de la population française. Nos organisations appellent dès à présent l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, des privé-es d'emploi, des retraité-es et des étudiant-es à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre.

**Pour l'augmentation générale des salaires, pensions, et minima sociaux, toutes et tous en grève et en manifestation le 29 septembre !**

**Pau, 10h30, Place Verdun**

**Bayonne, 10h30, Place Ste Ursule**

